La fin d’une omertà? Les femmes politiques veulent y croire. Depuis l’affaire Dominique Strauss-Kahn et la démission de Georges Tron du gouvernement, les langues se délient. Qu’elles aient exercé les plus hautes fonctions ou travaillé dans l’ombre d’hommes politiques, toutes ont été confrontées à un moment ou à un autre au sexisme ou au machisme ambiant de ce milieu.

A les entendre, le harcèlement sexuel est même une pratique courante dans les allées du pouvoir. Mais la crainte du scandale, les pressions et les menaces de disgrâce ont jusqu’à présent dissuadé nombre de femmes de porter plainte.

Hier, à gauche comme à droite, on insistait sur *«la présomption d’innocence»* de l’ancien secrétaire d’Etat Georges Tron, même si, comme l’a relevé le porte-parole du Parti socialiste, Benoît Hamon, les accusations à son encontre sont
«graves»
.

Sur RTL, l’une des deux femmes - toutes deux anciennes employées municipales de Draveil (Essonne), dont Georges Tron est le maire - qui accusent d’agressions sexuelles l’ex-secrétaire d’Etat à la Fonction publique a prévenu : *«Nous ne retirerons pas notre plainte. Je suis déterminée à aller jusqu’au bout, quelles que soient les vilenies, les ignominies qu’il pourrait répandre à mon sujet.»*

Reste que la politique est une discipline cruelle et que les femmes ne sont pas les moins féroces, comme le prouve ce commentaire assassin d’une ministre à propos de son ex-collègue : *«Je savais qu’il cirait les pompes, mais j’ignorais qu’il massait les pieds.»*